

**PARTENARIAT UE-USA**

**Les multinationales  
avantagées**

Une fuite a permis de prendre connaissance du mandat de négociation européen pour un Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI), l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis qui devrait être adopté lors d'un Conseil des ministres européens le 14 juin. Datée du 21 mai, cette version du mandat contient notamment un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États qui permettrait à des multinationales américaines de contourner les tribunaux européens et de contester des réglementations protégeant l'environnement, la santé publique ou toute autre mesure entravant le « droit » au profit.

**IMMIGRATION**

**Des journalistes dans  
les centres de rétention ?**

« L'accès des journalistes aux centres de rétention administrative (CRA) sera dans le prochain projet de loi immigration », a indiqué le ministère de l'Intérieur à l'AFP lundi. Dans un souci de « transparence », Manuel Valls envisagerait d'ouvrir aux journalistes, sous condition, l'accès à ces centres très fermés, où sont placés les étrangers avant leur expulsion. Si la loi pénitentiaire de 2009 établit les motifs pour lesquels un directeur de prison peut refuser l'entrée à un journaliste, aucun règlement de ce type n'existe pour les CRA et les zones d'attente en aéroport. Vide juridique qui se traduit souvent par un refus d'accès. Le 25 avril, la Commission nationale consultative des droits de l'homme préconisait l'inscription du droit de visite des journalistes dans la législation.

**MUNICIPALES**

**Deux nouveaux candidats  
à Paris**

Anne Hidalgo et Nathalie Kosciusko-Morizet ne sont plus seules en piste. Samedi, les militants EELV ont désigné Christophe Najdovski, 43 ans, pour porter leurs couleurs. Peu connu, cet adjoint au maire de Paris chargé de la petite enfance serait toutefois prêt à céder sa place si d'aventure Cécile Duflot voulait se présenter. Chef de file du PG dans la capitale, Danielle Simonnet, conseillère de Paris de 41 ans, s'est elle aussi lancée dans la campagne, pour le Front de gauche. En attendant que le PCF décide s'il s'allie au PS dès le 1<sup>er</sup> tour, ou non.

Pour accéder > aux soins, il faudra de plus en plus avoir une couverture complémentaire.

DUFOUR/AFP

■ **SANTÉ** Notre système de protection sociale est en danger, estime **Frédéric Pierru**, qui dénonce une politique de privatisation des soins.

# « On choisit le recul de la solidarité »



DR

**Frédéric Pierru**  
Sociologue,  
spécialiste  
des questions  
de santé.

Le 15 juin, des médecins manifesteront à Paris avec des syndicats, des collectifs de défense de l'hôpital et des partis de gauche – sans le PS – pour protester contre un démantèlement de la protection sociale. L'analyse de Frédéric Pierru.

**Les organisateurs de la manifestation du 15 juin affirment qu'il est urgent d'agir pour le retour à une protection sociale accessible. Êtes-vous d'accord ?**

**Frédéric Pierru >** La crise des finances sociales engendrée par la quasi-récession économique – elle-même causée, ne l'oublions pas, par l'explosion de la finance mondialisée – est finalement, du point de vue de certaines franges patronales et politiques, une formidable occasion d'imposer enfin des politiques publiques massivement impopulaires. C'est la fameuse « politique des caisses vides » initiée par Reagan et Thatcher. On voit bien que l'idée de recentrer

la protection sociale sur celles et ceux qui

« en ont le plus besoin », au nom d'une interprétation perverse du principe d'« égalité », et de transférer ce qui est rentable vers les assurances privées guide les prochaines réformes.

Petit à petit, le périmètre des assurances sociales à vocation universelle, financées par du salaire socialisé, se rétrécit au profit du binôme « assistance pour les plus modestes » et « assurance privée pour les mieux intégrés sur un marché du travail mal en point ».

**Notre santé est-elle en danger ?**

Même si, pour l'instant, ce sont les allocations familiales et les retraites qui sont en ligne de mire, l'assurance maladie n'échappera pas à la stratégie du choc, à grands coups d'annonces dramatiques. On le voit bien avec l'accord national interprofessionnel (ANI) du 11 janvier et le projet de généralisation de l'assurance

■ **ENTRETIEN**

complémentaire à tous les salariés du

privé. Le gouvernement a fait le choix d'enterrer le recul de la solidarité en ce qui concerne les soins courants, qui ne sont plus pris en charge qu'à hauteur d'un euro sur deux. Alors même que le PS avait mené la fronde lors de l'introduction des franchises médicales !

Comme sur d'autres postes, un esprit munichois souffle du point de vue social : les mesures de privatisation antérieures sont validées et on acte le fait que, pour accéder aux soins, il faudra de plus en plus avoir un contrat complémentaire. Le projet encore flou de bouclier sanitaire, visant à moduler les remboursements en fonction des revenus, est un étage de plus à la remise en cause d'une sécurité sociale égalitaire et solidaire.

**La politique de privatisation est-elle toujours en œuvre ?**

Tous les risques « rentables » d'un point de vue assurantiel – comme

Retrouvez le blog de **Thierry Brun** sur **Politis.fr**

JEAN-MARIE HARRIBEY  
Économiste atterré.

## Vacuité franco-allemande

**Un groupe de travail patronal** dirigé par Jean-Louis Beffa et Gerhard Cromme vient de remettre un rapport aux gouvernements français et allemand : « Compétitivité et croissance en Europe (I) ». Avec l'amoncellement de rapports tous plus libéraux les uns que les autres, on pensait avoir déjà touché le fond. Non, on peut faire encore mieux en termes de vacuité et d'idéologie. Florilège.

**Une propagande grossière en faveur de l'approfondissement des politiques néolibérales.**

**Vacuité.** Sept pages et demie (pas plus !) de truismes ridicules : « La reprise économique est impossible sans la croissance. » Traduction : la croissance est impossible sans croissance.  
« Les déficits budgétaires et les taux d'endettement croissants sont parmi les causes majeures de la crise financière et économique » qu'ont connue les pays de la zone euro en 2011 et 2012. La conséquence transformée en cause !  
« 2013 pourrait constituer un tournant, ouvrant sur une reprise durable des économies européennes. » Près de la moitié de l'année est passée dans un marasme complet, mais Mme Soleil dit que la récession apporte le renouveau.  
« Les réformes du marché du travail sont essentielles pour améliorer la compétitivité, mais elles sont étroitement liées aux questions sociales. » La vacuité du propos atteint son comble, à moins qu'il ne s'agisse de dire que les réformes antisociales sont liées aux questions sociales.

**Ideologie.** Tout ce qui précède serait risible si cela ne visait pas à introduire une propagande grossière en faveur de l'approfondissement des politiques néolibérales.

« Les droits et les taxes sur l'énergie doivent être réduits et harmonisés car l'UE lutte trop contre le changement climatique alors qu'elle devrait œuvrer en faveur des gaz non conventionnels. » Climat-sceptiques nos patrons ?  
« Le libre accès aux marchés et l'absence de restriction des échanges sont deux aspects importants d'une Europe compétitive. » Le plaidoyer en faveur du libre-échange intégral sans aucune restriction est sans ambiguïté :  
« libéralisation de l'accès aux marchés publics » et « l'offre de services publics doit être mise en concurrence avec les propositions du secteur privé ». Sus aux « marchés émergents » et « contre les restrictions d'accès aux sources de matières premières ».

**Pour le financement** des entreprises, « le système bancaire universel au moyen d'un guichet unique doit être maintenu ». Exit la séparation des banques, vive la poursuite de la déréglementation financière, génératrice d'instabilité.  
En matière de fiscalité, « éviter des charges supplémentaires sur le capital et d'autres facteurs de production » et « réduire les taxes sur les facteurs de production tels que l'énergie, les matières premières ou le travail ». Comme tout vient de ces facteurs, en réalité du travail, on se demande quelle pourrait être l'assiette fiscale. Réponse : « La fiscalité doit porter sur les revenus professionnels plutôt que sur le capital et les possessions. » Entendons : seulement une fiscalité sur les ménages salariés puisque les dividendes ne sont pas un revenu tiré d'une profession, d'un travail donc, mais un revenu de la propriété. À moins qu'actionnaire ne soit un métier ? Et si on développait un cursus universitaire là-dessus ? En anglais, of course ! <

le petit risque maladie – sont progressivement transférés. L'État social devient de plus en plus un État « assistantiel ou résiduel », voulant concentrer ses interventions sur les franges les plus précaires ou exclues du marché du travail. C'est là le côté pervers de l'argument de la « justice sociale » : il sert à égaliser, mais vers le bas, les régimes de retraites et l'assurance maladie. C'est bien ce gouvernement socialiste qui va, du fait du pistolet sur la tempe posé par les marchés financiers et la Commission

**L'État social devient un « État assistantiel ».**

européenne, aller le plus loin dans le démantèlement de la protection sociale. En effet, si cela avait été un gouvernement de droite, les forces sociales auraient été vent debout. Là, les forces politiques et sociales progressistes sont comme anesthésiées, voire somnolentes de faire montre de solidarité. Je pense notamment au rôle délétère que jouent actuellement la Fédération nationale de la mutualité française [qui regroupe la plupart des mutuelles de santé, NDLR] et la CFDT.

> Propos recueillis par Thierry Brun

# L'austérité, ce mal chronique

Les professionnels manifestent le 15 juin pour demander un financement à la hauteur des besoins.

Le 6 juin, à l'issue d'une réunion de la Commission des comptes de la Sécurité sociale, Marisol Touraine, ministre de la Santé, a insisté sur le fait que le gouvernement « est déterminé » à poursuivre « la maîtrise des dépenses », « indispensable pour rétablir l'équilibre des comptes sociaux ». La commission a cependant programmé un dérapage du déficit de la Sécurité sociale supérieur à l'objectif voté dans le budget pour 2013, soit 14,3 milliards d'euros.

**En cause, une politique** d'austérité menée en pleine crise sociale, qui entraîne l'étranglement financier de la Sécu, pointent les organisations membres du collectif Notre santé en danger.

Ce regroupement de syndicats de salariés et de médecins, d'associations et de partis politiques de gauche (sans le PS) appelle à une manifestation nationale le 15 juin à Paris (1), pour dénoncer « les projets inquiétants sur le financement de la protection sociale ».

« Les plans d'économie sur la santé et le social n'en finissent pas de se succéder, pénalisent en premier lieu les malades, les handicapés, les usagers du social », alerte SUD

Santé sociaux. Ainsi, l'endettement des hôpitaux publics explose et « les fermetures d'hôpitaux ou de services hospitaliers sont toujours aussi nombreuses », souligne le Syndicat de la médecine générale (SMG). En matière de soins, 13 milliards d'euros n'ont pas été remboursés en 2012 par l'assurance maladie obligatoire et sont restés à la charge des patients ou de leur assurance complémentaire, a révélé l'Observatoire citoyen des restes-à-charge en santé.

« Les dépassements d'honoraires posent un véritable problème d'accès aux soins, notamment pour les personnes qui ne disposent pas d'une couverture complémentaire », note aussi l'observatoire. Il indique que les médecins spécialistes « ont facturé [en 2012] plus de 2,3 milliards d'euros au-delà des tarifs de la Sécurité sociale, un total en augmentation de près de 9 % en deux ans ».

Pour mettre fin à cette situation, le collectif Notre santé en danger demande « un financement de la protection sociale et de la Sécurité sociale à la hauteur des besoins ».

> T. B.

(1) Manifestation nationale, départ à 13 h 30 place de la Bastille.

(1) [www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000329/0000.pdf](http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000329/0000.pdf)